

RÉDÉNÉ

**PROJET DE DEUX MAISON DE SANTÉ ET DE
16 LOGEMENTS SOCIAUX**

—

29 300 - RÉDÉNÉ

PRESCRIPTIONS COMMUNES

PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT

ELEMENTS GENERAUX INCLUS DANS L'ETABLISSEMENT DE L'OFFRE DE L'ENTREPRISE

1.1. Connaissances des pièces :

Les Entrepreneurs devront obligatoirement connaître les pièces écrites descriptives de tous les corps d'état.

En conséquence, les Entrepreneurs devront, de par leurs expériences professionnelles, parfaire s'il y a lieu la description des ouvrages et, avant la remise de leur proposition, signaler à l'Architecte les imprécisions ou omissions qu'ils auraient pu constater, afin qu'il puisse y remédier si elles sont justifiées. Les incompatibilités d'ouvrages inter-corps d'état devront être signalées avant signature du marché d'entreprise. Le silence de celle-ci engagera sa responsabilité de Conseil envers le Maître d'Ouvrage.

Il est expressément spécifié qu'il ne sera alloué aucun supplément en cas d'omission ou de tout autre cause. Seules les modifications de programme demandées par le Maître d'Ouvrage et non d'adaptation du projet en fonction d'éléments d'études qui auraient pu échapper aux contrôles des intervenants, pourraient faire l'objet d'avenants au marché. Hors ce cas de figure, l'équilibre financier de l'opération sera obligatoire, cet équilibre pourra jouer sur tous les corps d'état sans nuire à la qualité de l'ouvrage global tant du point de vue : stabilité, hors d'eau, hors d'air, isolation thermique et phonique, sécurité, fonctionnement, durabilité, suivant D.T.U. et Normes applicables à l'ensemble du projet, que du point de vue esthétique.

Il est précisé que la nomenclature des travaux décrits au présent document n'est pas limitative. L'entrepreneur devra donc prévoir dans son étude tous les travaux nécessaires intéressant son corps d'état en vue d'une exécution complète de l'ouvrage selon les règles de l'art.

En cas de doute sur certains points, d'omissions ou d'erreurs dans le texte, il devra en informer par écrit, l'Architecte, au moins 48 heures avant la date fixée pour la remise des engagements.

Dans tous les cas, l'attributaire du marché devra toujours se conformer aux prescriptions techniques des D.T.U., Normes et législations en vigueur se rapportant à l'ouvrage à réaliser ou à (aux) ouvrage (s) connexe (s) aussi bien en ce qui concerne la qualité des matériaux que leur mise en œuvre, méthode de mise en œuvre. Tous les matériaux mis en œuvre devront posséder un avis technique du CSTB valide.

Tous les ouvrages inclus dans l'offre de l'entrepreneur tiennent compte de la spécificité du lieu d'exécution, du terrain, de l'implantation des ouvrages, tant en plans, que volumétries externes ou internes des bâtiments (locaux ou ouvrages), expositions des ouvrages, sites géographiques.

Le silence de l'Entrepreneur avant la remise de son offre sur tel ou tel point, qui aurait pu être matière à litige en cours de travaux, vaudra acceptation par celui-ci des ouvrages nécessaires à l'aspect fini de l'ouvrage à réaliser ainsi qu'à l'obligation de résultat qu'il doit par son engagement.

D'une manière générale, les prix de l'entrepreneur sont calculés suivant les éléments de l'arrêté N° 24319 relatifs au prix des travaux de bâtiments et des travaux assimilés ; ils comprennent toutes valeurs de travaux et opérations utiles à la parfaite réalisation de l'ouvrage qui lui est commandé, parfaitement terminé.

Sont en outre considérés inclus dans l'offre de l'entreprise :

- toutes démarches auprès de chaque intervenant à l'acte de construction du dit projet.
- toutes fournitures et mises en œuvre de matériaux en qualité et quantité en rapport avec le projet, compris apports à pied d'œuvre du dit projet et de l'ouvrage en cours.
- tous apports nécessaires de matériels de fabrications, de levages, parfaitement adaptés au type et à l'importance de la réalisation de l'ouvrage.
- toutes fournitures d'énergie motrice, ingrédients, électricité, eau, téléphone, moyen de communication.
- toutes fournitures de petits matériels de quelques importances, nécessaires à la réalisation de l'ouvrage, outillage, quincaillerie.

1.2. Données climatologiques :

Les données climatologiques à prendre en compte sont :

Vent zone 3 site normal, terrain de catégorie 0

Pluie : Région III site normal

Neige zone 1A

1.3. Réalisation des ouvrages :

En complément des obligations prévus ci-dessus et dans le même esprit, l'Entrepreneur devra obligatoirement prendre connaissance de l'ensemble des plans, CCTP, et toutes pièces écrites du projet, vérifier les côtes et provoquer toutes les explications nécessaires sur les points qui lui paraîtraient insuffisamment détaillés, sur ce qui lui semblerait avoir été omis ou sur les contradictions qu'il pourrait relever.

Il ne pourra par la suite arguer d'erreurs, d'omissions pour ne pas exécuter suivant les Règles de l'art les travaux qui lui incombent ou pour prétendre ultérieurement à un supplément de prix.

Il devra effectuer tous les travaux afférents à son corps d'état prévus ou imprévus de façon à arriver à l'entier et parfait achèvement des ouvrages.

L'entrepreneur devra réserver ou faire réserver dans les murs, planchers, tous les trous, trémies pour le passage des différentes canalisations et fourreaux.

Il assurera l'entretien du chantier qu'il occupe et devra, au fur et à mesure des travaux et au moment où il quitte le chantier, l'enlèvement de son matériel, de ses gravois et d'une manière générale de tout ce qui résultant du fait des travaux entrepris par lui, risquerait de gêner, salir, encombrer ou nuire à la propreté du chantier ou aux travaux de corps d'état venant à la suite ou en même temps. Compris toutes manutentions, enlèvement aux décharges compris droits et double transport.

A l'exception des plans de structures immédiatement exigés pour le début de ces travaux, tous les dessins, croquis d'exécution, projets et échantillons qui sont à soumettre à l'acceptation de l'Architecte devront être présentés (quinze jours après la date de notification du marché) par l'entrepreneur pour que leur examen ne puisse apporter aucun retard à l'exécution des travaux ni modifications quant aux ouvrages du présent corps d'état ni aux autres corps d'état. Cette non présentation entraînera la responsabilité de l'entrepreneur, seul spécialiste de son corps d'état, en cas d'incompatibilité entre matériels ou matériaux.

L'Architecte et le Maître d'Ouvrage se réservent le droit de supprimer ou minorer certains travaux sans que l'Entrepreneur du présent lot puisse prétendre à un quelconque dédommagement.

En cas d'emploi de matériaux "identiques", l'entreprise du présent lot devra obligatoirement accompagner son offre, des caractéristiques techniques, références, documentations, type, marque, etc...., des matériaux qu'elle préconise en remplacement de ceux souhaités par le Client ; elle les indiquera d'une manière très précise sur ses devis, lors de la remise de son offre. Seule la parfaite équivalence entre la préconisation du CCTP et celle de l'entreprise, acceptée par le Client, en permettra la mise en œuvre. Dans le cas contraire l'Architecte contraindra l'entreprise à fournir et poser les matériaux demandés et ce, compris tous les travaux complémentaires incombant à d'autres corps d'état qui pourraient en découler. Au cas où le remplacement d'un matériau préconisé au CCTP serait accepté, les ouvrages complémentaires tout corps d'état qui pourraient découler de cette modification seront à la charge de l'entreprise responsable de ce changement.

1.4 Spécifications techniques :

Tous les matériaux et tous les matériels posés devront répondre aux D.T.U. et aux normes en vigueur applicables dans le bâtiment, travaux annexes et génie civil au jour de la réalisation. Les rappels de D.T.U. ou Normes spécifiques aux corps d'état ne sont considérés que comme un rappel supplémentaire à l'entreprise des obligations de fabrication, et ne sauraient entrer en contradiction avec les documents qui précèdent, prévalant sur ceux qui sont énoncés individuellement par corps d'état et pourraient être considérés à tort comme limitatifs.

1.5 Qualité des matériaux :

Les matériaux employés seront toujours de première qualité dans l'espèce indiquée ; le Maître d'Ouvrage sera en droit de demander la communication des factures et documents fournisseurs, fabricants, origine.

1.6 Compte prorata individuel :

Chaque intervenant à l'acte de construire devra régler sa quote-part des dépenses engagées par le lot n°1 gérant dudit compte. Le montant des frais engagés, réputés du compte prorata, par d'autres corps d'état, devront parvenir au gérant de celui-ci avant la clôture dudit compte (voir CCAP). Y compris lot VRD.

1.7 Compte prorata général :

Hormis les frais de consommation de téléphone qui seront réglés directement par les utilisateurs, les frais d'abonnement et de consommation d'EDF et d'eau seront réglés par l'entrepreneur du lot n°1 et répartis au compte prorata. Il gérera le compte prorata général sous sa seule responsabilité et devra informer chaque entrepreneur de ses obligations. Ni le client, ni la Maîtrise d'œuvre n'auront à intervenir dans la gestion dudit compte (voir CCAP). Y compris lot VRD.

1.8 Contrôle interne des Entreprises :

L'opération étant assujettie à la loi du 4 janvier 1978 sur l'Assurance Construction, les Entreprises devront effectuer les vérifications techniques auxquelles elles sont tenues conformément à l'article 1792.1. Du Code Civil. A ce titre, chaque entreprise effectuera son propre contrôle interne qui comprendra notamment :

- En début de chantier, l'entrepreneur donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre.

Le contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux Normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché.

- au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement protégées.

- au niveau de l'interface, entre corps d'état, l'entrepreneur vérifie tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou exécuter par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations.

- au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux D.T.U. ou Règles de l'art.

- au niveau des essais, l'entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par les D.T.U. et les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites.

Le résultat de ces essais doit être consigné par l'Entreprise dans un compte rendu à remettre au Maître d'œuvre et au Bureau de Contrôle ; les entreprises devront informer le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Bureau de Contrôle, de la date des essais.

1.9 Remarques particulières :

Il est joint au dossier les photocopies de la notice de sécurité, l'ensemble des plans architecte, le rapport du bureau de contrôle. L'offre de l'Entrepreneur tient compte de toutes les exigences spécifiques du projet, tant du point de vue technique que du point de vue financier ; tout manquement à cette clause impliquera uniquement, totalement et financièrement l'Entrepreneur pour la mise conformité des ouvrages.

Sont à la charge des entreprises, toutes les études nécessaires à la réalisation des ouvrages, plans d'exécution des ouvrages et toutes notes de calculs, notices descriptives, caractéristiques des matériels et matériaux, l'ensemble du dossier "PEO" (Plans d'Exécution des Ouvrages). Sont dus par les entreprises, les implantations, les réalisations des plans de recollement.

Les plans de PEO devront avoir reçu l'agrément du Bureau de Contrôle, avant toute commande ou exécution ; les plans Architectes ne peuvent en aucune façon être considérés comme plans d'exécution des ouvrages, seul l'aspect fini des ouvrages est à respecter dans l'optique des Normes, DTU, et des contraintes de réalisations. Les valeurs des plans complémentaires de détails d'exécution des ouvrages dues par les entreprises sont comprises dans leurs prix unitaires.

1.10 Sécurité maintenance du bâtiment :

Les entrepreneurs incluront dans leur offre les valeurs des ouvrages ci-dessous sachant qu'ils connaissent de par leur qualification, tous les points de protections et de fixations qui seraient nécessaires à la maintenance, des lieux, définie dans la suite. Ils devront impérativement définir par une note explicative jointe à leur offre les ouvrages qu'ils auront prévus par rapport à l'architecture du projet.

Extrait du code du travail section v
Art R 235.5

- L'entrepreneur devra prévoir tous systèmes permettant la mise en sécurité des intervenants de maintenance à tous endroits du projet suivant loi, et décret 92.332 du 31 mars 1992 et plus particulièrement.

a) - pour le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture,
R. 235.3.2

b) - pour l'accès en couverture,
-moyen d'arrimage pour les interventions de courte durée,
-possibilité de mise en place rapide de garde-corps ou de filets de protection pour les interventions plus importantes.
-les chemins de circulation permanents pour les interventions fréquentes

c)-Pour faciliter l'entretien des façades et notamment, les moyens d'arrimage et de stabilité d'échafaudage et de nacelle

d)-Pour faciliter les travaux d'entretien intérieur et notamment pour
- le ravalement des halls de grande hauteur
- les accès aux canalisations en galerie technique ou en vide sanitaire

Ce dossier indique lorsqu'ils ont été aménagés à cet effet, les locaux techniques de nettoyage et les locaux sanitaires pouvant être mis à la disposition du personnel chargé des travaux d'entretien.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspecteur du travail.

Dans le cas du P.G.C.S.P.S. les offres des entreprises comprendront tous les ouvrages décrits dans celui-ci.

LISTE DES LOTS

LOT 1	GROS-OEUVRE
LOT 2	CHARPENTE ET OSSATURE BOIS / BARDAGES
LOT 3	COUVERTURE
LOT 4	ETANCHEITE
LOT 5	MENUISERIES EXTERIEURES
LOT 6	SERRURERIE
LOT 7	MENUISERIES BOIS INTERIEURES
LOT 8	CLOISONS / DOUBLAGES / PLAFONDS
LOT 9	FAUX - PLAFONDS
LOT 10	REVETEMENTS DE SOLS
LOT 11	PEINTURES
LOT 12	TERRASSEMENT / VRD
LOT 13	PAYSAGE
LOT 14	VENTILATION / PLOMBERIE / SANITAIRE
LOT 15	ELECTRICITE

2 PRESCRIPTIONS INCENDIE :

La réglementation applicable à l'opération, les principes généraux de sécurité, les dispositions de construction et d'isolement ainsi que les conditions d'aménagements intérieurs sont exposés dans le rapport préliminaire du Contrôleur Technique joints au Dossier de Consultation des Entreprises (D.C.E) ; seront notamment applicables, les dispositions des règlements de sécurité contre les risques d'incendie.

Il appartient à l'entrepreneur de joindre avec son offre, les justificatifs de comportement et qualité au feu des matériaux qu'il utilisera dans le cas où ceux-ci divergent des choix proposés dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P).

Ces qualités seront au moins équivalentes à celles énoncées et justifiées par Procès-Verbal (P.V) d'essais de "réaction au feu des matériaux en vue de leurs classements", conformément à l'arrêté, du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, du 30 juin 1983 et de ses annexes (Journal Officiel du 01 Décembre 1983).

3 ISOLEMENTS ACOUSTIQUES ET THERMIQUES :

Ces isolements sont indiqués dans la Description des Ouvrages et seront impérativement respectés. Toutes les données indiquées seront les minima requis.

4 MATERIAUX "NOUVEAUX" ET PROCEDES NON TRADITIONNELS :

Il est rappelé que les polices d'assurances de la responsabilité biennale des entreprises du bâtiment (police type individuelle de base 1973 et décennale Entrepreneurs 1977) ne couvrent pas automatiquement les travaux réalisés avec des matériaux et/ou suivant des procédés non traditionnels pour lesquels des procédures d'administration en garantie ont cependant été prévues.

La procédure la plus couramment utilisée est celle de l'Avis Technique (A. Tec).

L'Avis Technique (A. Tec) instruit et prononcé par un groupe spécialisé de la Commission Ministérielle créée par l'arrêté du 2 décembre 1969 (J.O. du 6/12/69) est entrée en vigueur en fin de l'année 1971.

Il est conçu comme un document d'information destiné à fournir aux divers intervenants dans l'acte de construire une opinion autorisée sur le comportement prévisible des ouvrages réalisés à l'aide du (ou des) produits (s) et procédé (s) concerné (s) de manière à permettre à ces intervenants de prendre leurs décisions et leurs responsabilités en pleine connaissance de cause.

L'Avis Technique (A. Tec) apporte aux utilisateurs des appréciations et des renseignements d'ordre très divers, mais il ne comporte aucune garantie de l'Etat, ni des organismes chargés de son élaboration et de sa publication et ne dégage aucunement lesdits utilisateurs de leurs responsabilités.

En conséquence, les polices individuelles de base 1973 et décennale Entrepreneur 1977 stipulent donc l'article premier en ce qui concerne les travaux dont la réalisation est prévue avec des matériaux et suivant des procédés objets d'un Avis Technique (A. Tec) de la Commission Ministérielle, les garanties du contrat ne sont apportées que dans les mesures où lesdits matériaux ou procédés ont été acceptés par la "Commission Technique" prévue à l'article 23 de la police et où les travaux ont été exécutés en conformité.

Les Entrepreneurs devront donc se conformer strictement aux prescriptions complémentaires restrictives ou limitatives concernant chaque matériau et procédé ayant fait l'objet d'un Avis Technique (A. Tec) ou d'une enquête spécialisée de la part d'un "Organisme technique agréé" retenu par la Commission technique de l'Association pour l'Assurance des Risques de la Construction des Entrepreneurs Syndiqués (A.R.C.E.S) dans la liste d'acceptation publiée.

L'entreprise est réputée avoir prévue dans son prix toutes les fournitures, mise en œuvre, transports et imputations financières liées à la composition du dossier de classification et à la réalisation des essais prescrits par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (C.S.T.B).

5 CAHIERS DES CHARGES DES FABRICANTS :

Nonobstant toute demande de renseignements complémentaires concernant la mise en œuvre ou l'emploi d'un produit donné, ces Cahiers des Charges seront applicables.

6 QUALIFICATIONS DES ENTREPRISES :

Les entreprises soumissionnaires devront fournir, lors de la remise de prix, un certificat de qualification professionnelle ou des références d'ouvrages équivalent portant sur le corps d'état et les ouvrages pour lesquels elles soumissionnent. En outre l'entrepreneur, de par son acceptation du marché, sera réputé ne faire intervenir que des équipes compétentes, voire spécialisées.

7 CONNAISSANCE DE TOUS LES OUVRAGES :

Par le seul fait de remettre son Acte d'Engagement (A.E), toute entreprise reconnaît qu'elle a une parfaite connaissance du projet.

Elle doit donc connaître, non seulement les pièces contractuelles de son propre corps d'état, mais également tous les documents ayant une incidence sur son propre lot.

Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P), s'ils ne lui ont pas été remis intégralement, peuvent toujours être consultés au bureau de la Maîtrise d'œuvre.

L'énumération et la description des ouvrages telles qu'elles sont réalisées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P), ne présentent donc aucun caractère limitatif et les entreprises devront le complet et entier achèvement de leurs ouvrages, même s'il a été omis de mentionner dans le devis descriptif ou sur les plans, les fournitures et façons accessoires indispensables à cet achèvement et au parfait fonctionnement des installations projetées et traitées à forfait.

Les différents éléments, devis descriptifs et plans du Dossier de Consultations des Entreprises (D.C.E), forment un complexe indissociable engageant globalement l'Entrepreneur.

L ' Entrepreneur ne pourra arguer d'une erreur ou d'une omission tant dans les dessins du dossier d'appel d'offres que dans les devis descriptif et quantitatif pour justifier ultérieurement de suppléments, l'engagement devant prévoir le complet et entier achèvement des ouvrages de sa spécialité.

Aucun travail supplémentaire, s'il était prévisible ou s'il découlait de la simple logique ou bonne foi, ne sera admis par la suite dans la mesure où l'Entrepreneur n'aura pas, par écrit, lors de la remise des offres, exprimé des réserves précises.

De même, il doit proposer au Maître d'œuvre, en temps utile, toutes modifications aux dispositions du projet qui seraient de nature à améliorer la qualité des travaux de sa profession ou de l'ensemble du bâtiment, sans augmentation du prix forfaitaire, ni du délai d'exécution et ce pour l'ensemble des lots.

8 PRISE DE POSSESSION DU SITE :

8.1 Formalités préliminaires, obtention des autorisations :

Les Entrepreneurs sont tenus, avant tout commencement d'exécution et à leur diligence, risques, périls et frais, de remplir auprès des services publics qualifiés, toutes les formalités résultant des lois, décrets, arrêtés et règlements en vigueur.

Les entrepreneurs attributaires des lots sont responsables de tous recours des propriétaires riverains, publics ou privés dans les cas où ils n'auraient pas attiré en temps utile l'attention du Maître d'œuvre sur les difficultés qui pourraient survenir à cet égard, du fait de l'exécution des travaux.

Avant tout commencement effectif du chantier, les Entrepreneurs devront déposer une déclaration des travaux aux autorités et aux administrations concernées.

Les entreprises devront s'assurer de la faisabilité et des incidences des travaux envisagés ainsi que leur compatibilité avec les ouvrages existants environnants.

Les Entrepreneurs utilisant des engins ou appareils bruyants sont tenus de prendre toutes les précautions nécessaires afin de respecter les limites réglementaires applicables.

9 ETUDES TECHNIQUES :

Les modifications imposées par le Bureau de Contrôle seront respectées sans donner lieu à supplément de prix.

En aucun cas l'aspect architectural du projet ne sera modifié sans le consentement de l'Architecte.

10 COORDINATION :

L'Entrepreneur établira tous contacts et coordinations utiles avec les Entrepreneurs ayant des prestations à encastrier et/ou des prestations à fixer sur les ouvrages qui seront exécutés. Il précisera à ces Entrepreneurs les règles d'encastrement et de fixation applicables à ce type de matériau.

En vue de la parfaite réalisation des travaux, l'entreprise titulaire devra, dès la signature de son marché, se mettre en rapport avec les entreprises des autres corps d'état pour qu'ensemble elles déterminent les diverses sujétions qu'elles auront à subir ou que leur intervention engendrera pour les autres.

En fin de chantier, les Entrepreneurs devront choisir et désigner, parmi l'ensemble de leur personnel un responsable qui, bien que restant sous la dépendance de son employeur, sera chargé d'effectuer, sous l'autorité du Maître d'œuvre, la coordination des travaux de finition.

11 PRISE DE POSSESSION DES LIEUX – RESERVES :

L'entrepreneur prendra possession des lieux dans l'état où il les trouve lors de la notification de l'ordre de service lui prescrivant de commencer les travaux.

Les Entrepreneurs réceptionneront les ouvrages sur lesquels ils sont appelés à intervenir et feront part de leurs réserves. L'entrepreneur doit s'assurer que les supports sont aptes à recevoir les travaux prévus à son marché et que leur état est compatible avec les obligations qui lui sont imposées.

Celles-ci devront parvenir au Maître d'œuvre quinze (15) jours calendaires, au minimum, avant la date d'intervention de l'entreprise.

Passé ce délai, l'entreprise ne sera plus admise à formuler de réserves, excepté pour vice caché.

L'entrepreneur responsable et causes des réserves devra tous les travaux nécessaires à la levée de celles-ci.

12 ECHANTILLONS :

Avant passation de leurs commandes, tous les Corps d'Etat doivent présenter au Maître d'œuvre les échantillons, modèles ou maquettes des différents matériaux et ensembles prévus aux C.C.T.P.

Les frais relatifs à cette présentation font partie intégrante du forfait de chaque entreprise, celles-ci restant propriétaire en assure la reprise après réception des travaux.

13 PROTOTYPES :

Des prototypes "grandeurs réelles" d'éléments de construction et des têtes de série seront demandés à certains corps d'état pour permettre au Maître d'œuvre, l'examen des éléments avant fabrication en série.

Les éléments seront montés sur le site, dans les conditions de mise en œuvre définitive y compris les raccordements aux fluides éventuels.

Tous les frais relatifs à cette présentation font partie intégrante du forfait de l'entreprise.

L'entreprise reste propriétaire des prototypes et têtes de série, elle en assure le démontage et le transport après réception des travaux.

14 RESPONSABILITE :

La fourniture des matériaux et leur mise en œuvre étant de l'essence même de la profession d'entreprise, cette dernière en est seule tenue responsable des désordres pouvant résulter de l'une ou l'autre cause ou de leur réunion, sans pouvoir se décharger de toute ou partie du préjudice causé.

Si le Maître d'Œuvre impose, soit lors de la signature du marché, soit au cours des travaux, l'emploi d'article ou d'objets de fabrication spéciale au sujet desquels l'entreprise aurait formulé des réserves écrites et motivées, la responsabilité de celle-ci ne pourrait porter que sur la mise en œuvre, à l'exclusion des conséquences directes ou indirectes de l'emploi dont il s'agit. Les réserves écrites et motivées de l'entreprise doivent être faites en annexe de l'Acte d'Engagement (A.E) pour les éléments imposés dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) avant tout début de commande et d'exécution en cours de travaux.

15 MATERIAUX DEFECTUEUX :

Tous matériaux défectueux ou dont la mise en œuvre n'est pas satisfaisante sera refusé par le Maître d'Œuvre, l'entreprise s'engageant à l'enlever du chantier ou à démolir les ouvrages mal exécutés, dans les délais qui lui sont prescrits, faute de quoi, après mise en demeure restée infructueuse, aux frais et risques de l'entreprise défaillante, l'ouvrage sera démoli et évacué aux décharges publiques.

16 DIMENSIONS ET DISPOSITIONS DES MATERIAUX ET OUVRAGES :

Les dimensions et dispositions des matériaux et ouvrages doivent être conformes aux stipulations des pièces du Marché.

Sur demande écrite du Maître d'Œuvre, les Corps d'Etat s'engagent à faire démolir et remplacer, à leurs frais, tous ouvrages exécutés sans ordre et ne répondant pas aux dites stipulations.

Chaque Corps d'Etat est tenue de vérifier les cotes figurées aux plans et leurs concordances entre elles. Elle assure seule la responsabilité qui découlerait soit de ses erreurs, soit de la non-vérification des plans.

17 RENSEIGNEMENTS A FOURNIR :

Chaque Corps d'Etat doit fournir, en temps utile et selon les instructions du Maître d'Œuvre, les précisions relatives aux ouvrages dont elle a la charge dans le présent marché et dont l'exécution est liée à des sujétions communes à d'autres corps d'état, en particulier :

- Niveaux d'arase et nus bruts à respecter ;
- Emplacements et définitions de surcharges spéciales (massifs, socles, fers de suspente, appareils divers, etc.) ;
- Emplacements et encombrements des canalisations, tuyauteries ou gaines ;
- Dispositions et sujétions à prévoir telles que supports, trous, taquets, percements, scellements, rebouchage de trous, trémies, etc. ;
- Cheminement du matériel lourd ou volumineux.

18 TRACES D'IMPLANTATION - TRAITS DE NIVEAU :

L ' Entreprise de Gros Œuvre a, à sa charge exclusive et sous sa seule responsabilité les tracés permanents d'implantation de ses ouvrages d'après les plans et instructions du Maître d'Œuvre.

Toutes divergences qui pourraient apparaître au cours de ces tracés doivent être signalées immédiatement au Maître d'Œuvre.

Le trait de niveau à chaque étage, servant à tous les corps d'état est tracé sur les murs, poteaux, cloisons et enduits par l'Entreprise de Gros Œuvre.

Il est refait autant de fois qu'il est nécessaire à la simple demande des entreprises ou de la Maîtrise d'Œuvre.

L'Entrepreneur est seul responsable de toutes les conséquences découlant de tracés défectueux.

Le tracé des cloisons de distribution, implantations d'huisseries, châssis et autres est réalisé en parfaite coordination entre les différents Corps d'Etat.

Toutes ces Entreprises sont solidairement responsables des erreurs qui pourraient se produire.

Les entreprises des lots secondaires vérifient et réceptionnent les tracés, les tracés sont réputés conformes si les tolérances de réalisation liées au Gros Œuvre sont respectées.

En cas d'incohérence, l'entreprise préviendra la maîtrise d'œuvre.

Chaque entreprise réalise ses propres tracés avec une couleur conventionnelle différente de l'implantation réalisée par l'Entrepreneur de Gros Œuvre.

19 ETABLISSEMENT DES DOCUMENTS D'EXECUTION – APPROBATION :

19.1 COTES DES PLANS :

Les Entrepreneurs sont tenus de vérifier avant toute exécution, toutes les cotes portées aux plans qui leur sont fournis par le Maître d'Œuvre.

Aucune mesure ne doit être prise à l'échelle métrique sur les plans, sauf sur les dessins à grandeur d'exécution. En cas d'erreur, d'insuffisance ou de manque de côtes, les Entrepreneurs doivent se référer au Maître d'Œuvre, qui fait lui-même les mises au point ou rectifications nécessaires.

19.2 NOTES DE CALCULS, DOCUMENTS TECHNIQUES :

Les Entrepreneurs doivent établir à leur charge, d'après les plans, notes et détails de l'Architecte, leurs propres plans de chantier, d'usine, de détails, calepins ou épures, notices explicatives, tracés et joindre toutes justifications nécessaires à la parfaite réalisation de l'ouvrage.

Ces documents doivent être soumis avant toute exécution au visa de l'Architecte et du Contrôleur Technique. Le nombre exact, ainsi que le délai dans lequel doivent être remis les documents, sont déterminés par l'Architecte.

Aucune mise en œuvre ne sera réceptionnée sans l'accord de l'Architecte qui pourra faire démonter l'ouvrage à la charge de l'entreprise.

19.3 PLANS DE SYNTHESE DES RESEAUX :

L'entreprise de Gros-œuvre doit, pendant la période de préparation en plus de la coordination inter-entreprises, l'établissement des plans de synthèse, de tracés de réseaux, passages de gaines, câbles, etc., colorés et cotés.

19.4 ETABLISSEMENT ET DIFFUSION DES PLANS :

L'entreprise doit les exemplaires des plans, notes de calculs et notices explicatives nécessaires à leur approbation et diffusé également aux autres entreprises les plans à jour dont elles ont besoin, en deux (2) exemplaires au moins pour l'Architecte.

20 TROUS - SCELLEMENTS - CALFEUTREMENTS - RACCORDS – BOUCHEMENTS :

L'attention des Corps d'Etat concernés est particulièrement attirée sur le respect des points suivants :

Dans le neuf :

L'entrepreneur de gros œuvre réalise à ses frais dans le béton banché, le béton armé et les maçonneries porteuses, tous les percements, réservations et feuillures, nécessaires à la fixation et au passage des ouvrages des corps d'état secondaires. Il doit la mise en place au coulage du béton des taquets, huisseries, fourrures, rails, douilles, etc..., qui lui sont remis par les entrepreneurs du second œuvre, et selon les indications fournies par ces derniers.

Chaque entrepreneur fournit ses renseignements et accessoires dans le délai fixé, faute de quoi les trous nécessaires dans le béton sont exécutés par l'entrepreneur de gros œuvre aux frais de l'entrepreneur intéressé. A cet effet, chaque entrepreneur adresse au maître d'œuvre, au nombre d'exemplaires indiqué à l'ouverture du chantier, les plans portant le repérage précis et cote de trémies, vides et trous à réserver dans les ouvrages de béton ou maçonneries porteuses. Après vérification et approbation, ces plans seront transmis à l'entrepreneur de gros œuvre afin qu'il établisse ses propres plans.

Les bouchements des trémies et des trous et réservations dans les ouvrages en béton ou maçonneries sont également réalisés par l'entrepreneur de gros œuvre, avec reconstitution de l'isolement acoustique et du degré par-flamme ou coupe-feu des parois, dalles ou planchers.

Les entrepreneurs des corps d'état secondaires doivent, dans tous les autres matériaux, les percements et travaux nécessaires à la fixation et au passage de leurs propres ouvrages avec les scellements, calfeutrements, bouchements et raccords en résultant, avec reconstitution du degré coupe - feu de la paroi ou du plancher concerné. Dans le cas de mauvaise réalisation, les reprises seraient effectuées aux frais de l'entreprise responsable par celle chargée de la réalisation, des parois ou plancher.

L'attention est attirée sur le respect des points suivants :

- Les scellements ne doivent en aucun cas affaiblir les ouvrages dans lesquels ils sont implantés,
- Dans les scellements doivent être réservés les nus nécessaires pour exécution des raccords d'enduit ou des revêtements définitifs, tant en longueur ou largeur qu'épaisseur,
- Toutes les modifications (trous, réservations, charges, etc..) apportées ou nécessaires à la fourniture des plans de réservation seront à la charge financière de l'entreprise demanderesse.

Visa :

Seuls les plans d'exécution visés par la Maîtrise d'Œuvre et le Contrôleur Technique serviront à exécuter les travaux.

20.1 CALFEUTREMENT DE MENUISERIE ET DE RECOUVREMENT :

Intérieurs :

Tous les calfeutrements intérieurs sont dus et exécutés par le spécialiste Gros-Œuvre ou plâtrerie. En fonction des supports dans lesquels les calfeutrements devront être réalisés.

Extérieurs :

Tous les calfeutrements en produit approprié étanche à l'eau et à l'air au pourtour de toutes les menuiseries extérieures (fenêtres, châssis, portes, ouvrages de serrurerie, grilles de ventilation, air frais, etc.) sont exécutés parfaitement par les corps d'état révisant, fournissant et/ou posant les dits ouvrages.

20.2 BOUCHEMENTS DES TREMIES :

Les bouchements des trémies et des trous, réservations dans les murs et planchers en béton ou maçonnerie, seront exécutés par le spécialiste Gros Œuvre, avec reconstitution de l'isolement acoustique et du degré Pare - Flamme (P.F) ou Coupe - Feu (C.F) des parois.

21 RECEPTION DES SUPPORTS :

Les Cahiers des Charges des Documents Techniques Unifiés (D.T.U) et les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) précisent les tolérances, planimétries, états de surface, arases, etc., des différents ouvrages à exécuter.

Si la qualité du support n'est pas conforme aux stipulations des documents contractuels, il appartient au Corps d'Etat qui le prend en charge de le signaler, par écrit, au besoin, au Maître d'Œuvre qui décide des mesures à prendre.

L'Entreprise s'engage à s'en remettre à l'arbitrage du Maître d'Œuvre.

L'acceptation des supports sans réserve écrite implique, ipso facto, l'entrepreneur chargé de la suite et aucune réclamation de tout genre ne pourra être formulée à ce titre lors de l'exécution des travaux ni après la réception des travaux.

22 PROTECTION DES OUVRAGES :

En dehors des protections imposées aux documents contractuels, chaque Corps d'Etat est tenu de protéger ses ouvrages, conformément aux règles de l'art.

Tous les frais entraînés par suite de dégradation résultant d'une protection ou d'un stockage défectueux seront supportés intégralement par l'entrepreneur.

Il en sera de même pour les reprises des dégradations d'auteurs inconnus apportées à des ouvrages normalement protégés.

L'enlèvement des protections et le premier nettoyage qui s'ensuit sont assurés par et aux frais de l'entrepreneur ayant réalisé lesdites protections, sans accord écrit intervenu entre cet entrepreneur et celui chargé des nettoyages avant réception ou livraison.

De même, il sera prévu les protections des ouvrages et bâtiments existants environnants, des voiries et circulations piétonnes publics.

Quelles qu'en soient les raisons, les réparations, remises en état, remplacements d'ouvrages ou de prestations ayant subi des altérations ou des détériorations sont toujours effectués par l'entrepreneur ayant réalisé l'ouvrage ou la prestation concerné. Les frais en résultant sont supportés par :

a) Détériorations ou altérations résultant des effets atmosphériques :

-l'entrepreneur ayant réalisé l'ouvrage ou la prestation.

b) Autres détériorations (sauf cas d'ouvrages ou prestations protégés comme dit ci - avant)

-le responsable si celui - ci est connu

-le compte des dépenses communes si le responsable n'est pas connu

-le compte des dépenses communes si le responsable, bien que connu, est insolvable.

c) Disparition de matériels et /ou matériaux mis en œuvre

-le responsable si celui - ci est connu

-le compte des dépenses communes si le responsable n'est pas connu

-le compte des dépenses communes si le responsable, bien que connu, est insolvable.

Chaque entrepreneur est responsable de ses matériaux et matériels approvisionnés ainsi que de ses outils de chantier.

Il est en outre précisé que l'entrepreneur est tenu pour responsable des dommages causés à l'aspect des parements apparents des ouvrages destinés à rester bruts. En conséquence, il veille à ce que la main d'œuvre employée par lui sur le chantier n'exécute sur ces parements, graffitis, épaufrures, rayures ou autres. Tout manque à cette clause et non réparable sans porter préjudice à l'aspect de l'ouvrage est sanctionné par la démolition et la réfection de l'ouvrage incriminé aux frais de l'entrepreneur responsable, ou dans le cas d'impossibilité de déceler le responsable, portés au compte des dépenses communes.

Toutes les réparations, remises en état, remplacements, quoique étant exécutés pendant le délai contractuel d'exécution, ne peuvent entraîner d'augmentation dudit délai.

En aucun cas, les frais résultants de l'application du présent article ne peuvent être imputés au maître de l'ouvrage.

23 NETTOYAGE DES OUVRAGES :

Après exécution de ses travaux, chaque Corps d'Etat doit le nettoyage de ses ouvrages ainsi que l'enlèvement de toutes les projections provenant de ceux-ci.

Ces nettoyages sont effectués au moyen de produits appropriés de manière à ne pas altérer ses ouvrages, ni ceux des autres corps d'état.

Chaque Corps d'Etat a également à sa charge la démolition, dépose et l'enlèvement de ses protections provisoires.

La démolition et l'enlèvement des protections provisoires sont réalisés en fin de chantier ainsi que tous travaux de nettoyage subséquents.

24 NETTOYAGE DU CHANTIER ET ENLEVEMENT DES GRAVOIS :

Les nettoyages du chantier seront réalisés au minimum deux (2) fois par semaine.

Avant intervention des lots de second œuvre :

Les ramassages, manutentions en enlèvement des gravois, ainsi que les nettoyages du chantier incombent à la seule Entreprise de Gros - Œuvre. L'enlèvement des gravois bennés à la décharge autorisée sera effectué au minimum une fois par semaine par le lot Gros - Œuvre, au titre des dépenses communes de chantier.

A partir de l'intervention des lots de second œuvre :

Chaque Entreprise est tenue de ramasser, manutentionner jusqu'à un emplacement extérieur fixé sur le plan d'organisation du chantier, ses propres gravois et ceci au fur et à mesure de leur production.

L'enlèvement des gravois bennés à la décharge autorisée sera effectué au minimum une fois par semaine par chacune des entreprises.

Par enlèvement aux décharges, il faut comprendre compris chargement, double transport, vidage et droits de décharges.

Un nettoyage complet et très soigné sera effectué avant réception par le lot peinture.

Nota : par entrepreneur il faut entendre homme de l'art, traitant, responsable de ses ouvrages.

Les déchets de chantier devront être orientés vers des centres de traitement adaptés. Le coût de pris en charge sera intégré au montant de l'offre de l'entreprise.

En particulier les déchets inertes tels que :

- ⇒ Terre, pierre, déblais de terrassement
- ⇒ Gravois de démolition exempts de ferrailles, de bois.

⇒ Briques, terres cuites, faïences.

⇒ Tuiles, céramiques

⇒ Plâtre, sous les réserves suivantes :

- ◆ Faibles quantités sur support inerte (enduit)

- ◆ Plaques cartonnées ou dotées de doublage de laine minérale.

Nettoyage du chantier avant les tests d'étanchéité intermédiaires à la charge des entreprises présentes sur le chantier.

25 VISITE PREALABLE DES SITES :

Les entreprises sont invitées à réaliser une visite préalable du site avant de remettre leur offre. Un Rdv sera fixé par l'Architecte et les entreprises seront invitées.

27 D.O.E. :

Les entreprises fourniront les plans de recollements récapitulant l'ensemble des ouvrages suivant la spécification de chacun des lots.

Le dossier comprendra 1 support informatique (compatible AUTOCAD) et 4 exemplaires en tirage papier.

La validation de la composition du dossier DOE, suivant les lots, sera à établir avec l'Architecte et sera soumis à son approbation.

28 REGLES PARASISMIQUES :

Le bâtiment doit être construit selon les règles parasismiques en vigueur. L'ensemble de ces règles concernent les fondations, structures, porte à faux de structure, charpentes, rupteurs de ponts thermiques, planchers, bardage, faux plafonds, cloisons, etc. suivant les normes et DTU en vigueur.

Y compris toutes sujétions complémentaires à réaliser.

29 GESTION DES DECHETS :

Y compris l'ensemble des rapports concernant la gestion des déchets. L'entreprise fournira à l'Architecte et au Maitre d'Ouvrage l'ensemble des bordereaux de suivi des déchets suivant la procédure de gestion des déchets du Maitre d'Ouvrage.

30 PERMEABILITE A L'AIR :

Le bâtiment sera conforme à la réglementation thermique en vigueur, une membrane d'étanchéité à l'air et des sujétions particulières seront à prévoir si besoin pour garantir les résultats de performances demandées. La perméabilité à l'air de l'enveloppe du bâtiment sera égale à :

RE2012 pour la maison de santé : Q4 = 0.80 m³/h par m² sous 4 Pa.

RE2020 pour les logements : Q4 par échantillonnage = 0.70 m³/h par m² sous 4 Pa.

Les travaux devront être réalisés soigneusement et notamment au niveau du traitement de l'étanchéité à l'air de l'enveloppe de chaque ouvrage afin de garantir une parfaite étanchéité à l'air de l'enveloppe extérieure et d'obtenir ainsi la perméabilité à l'air de référence.

Un contrôle d'étanchéité à l'air sera réalisé par le Maître d'Ouvrage : 1 pendant le chantier et 1 en fin de chantier (perméabilité de l'enveloppe). Par conséquent les attributaires des lots déficients devront reprendre à leur charge les défauts de calfeutrements, de joints, d'étanchéité, d'assemblage des équipements correspondants à leur lot. Chaque entreprise est responsable de la bonne mise en œuvre de ces travaux. Des produits adéquats devront être mis en œuvre pour garantir une parfaite étanchéité à l'air de l'enveloppe (NOTA : la mousse polyuréthane ne sera pas admise car sa tenue dans le temps n'est pas durable).

La Maîtrise d'œuvre assurera un contrôle visuel durant la phase chantier.

Le respect de cette valeur implique le respect de certaines règles par l'entreprise concernant tous les calfeutrements de réservation, de passage de gaine, de tuyauteries, gaines et fourreaux électriques, de pose des ouvrants avec des matériaux résiliant étanches à l'air. Par conséquent, les attributaires des lots déficients devront reprendre à leur charge les défauts d'assemblage des équipements correspondant à leur lot. Chaque entreprise est responsable de la bonne mise en œuvre de leurs équipements. Les entreprises sont donc tenues à ces résultats et ces demandes impératives, ainsi que de respecter les exigences de rebouchages et les détails Architecte présentés. Y compris toutes sujétions suivant les normes et DTU en vigueur, et en particulier la norme NF EN 13829 et les règles relatives au processus de mesure d'étanchéité à l'air.

NOTA : Cependant, l'entreprise prendra en compte que dans le cas d'infiltrations parasites localisées, celles-ci seront à calfeutrer par les entreprises responsables et ce même si le global de la perméabilité du bâtiment est atteint. Ceci dans le but d'éviter les effets de courant d'air. L'ensemble suivant décision de l'Architecte sur le chantier.

-:-:-:-:-